

Textiles

Edouard Vitrant

Textîles

**Journal d'un citoyen
2012-2013**

Du même auteur

déjà paru

Le marchand de masques

Journal d'un citoyen 2010-2012

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays.

© Edouard Vitrant, 2024

ISBN: 979-10-424-4489-1

Dépôt légal: mai 2024

bookelis.com

Jeudi 1^{er} novembre 2012

Toit, toit, mon toit

Avec le froid revient chaque année la question du logement, de sa rareté et de son coût exorbitant. Et avec ces interrogations, revient la question des réquisitions. Reviennent à la une des médias des statistiques faisant état de milliers de logements vacants depuis des années et des années que leurs propriétaires, généralement des investisseurs institutionnels, gardent sous le coude en attendant des jours meilleurs.

La réquisition consiste à utiliser la propriété d'autrui pour un usage contraire aux desseins du propriétaire. Ceci pose des questions de principe et soulève d'interminables imbroglios juridiques. Raison pour laquelle, sans doute, les pouvoirs publics s'abstiennent d'y recourir. Et le serpent de mer resurgit chaque hiver pour disparaître bientôt.

Lorsque la vacance d'un bien immobilier est dûment constatée, ne pourrait-on imaginer de donner au maire la possibilité de requérir le juge administratif afin que celui-ci ordonne la vente aux enchères publiques du bien en question? Le propriétaire recevrait le produit de la vente duquel auraient été défalqués les frais de procédure. Il ne serait donc pas lésé. Le bien, remis sur le marché, retrouverait un usage normal, ce qui accroîtrait le parc de logements disponibles. Le marché, par l'augmentation de l'offre, verrait la pression sur les prix diminuer. Tout le monde y trouverait son compte.

Dans le cas où certains maires répugneraient à utiliser cette nouvelle possibilité légale (comme on le constate trop souvent en matière de logement social avec la loi SRU), on pourrait donner à des associations reconnues d'utilité publique existant depuis au moins cinq ans (pour éviter les associations de circonstance) le droit de se substituer au maire pour saisir le juge, lequel requerrait, à titre consultatif, l'avis du maire avant de prendre sa décision.

Avis au législateur.

Mercredi 7 novembre 2012

Gays, gays, gays, marions-les!

Le Sénat compte parmi ses membres un spécialiste des civilisations anciennes. Il se nomme Serge Dassault. Ce grand érudit sait quelle est la cause du déclin de la civilisation grecque, sa cause unique, l'alpha et l'oméga du sens de l'histoire: l'homosexualité. Inutile de chercher plus loin.

Si on suit la logique de M. Dassault, lorsque la civilisation grecque s'est développée et a rayonné tout autour de la Méditerranée, les Grecs ignoraient tout des mœurs qui les ont rendus célèbres. Et puis, un jour, tout soudain, un malin génie leur a fait découvrir le vice infâme et plouf! leur civilisation a plongé comme le Titanic. On élit vraiment n'importe qui.

M. Dassault commentait l'adoption par le gouvernement du projet de loi relatif au «mariage pour tous», puisque c'est ainsi qu'un petit génie de la communication politique a choisi de repeindre ce qu'on appelait il y a quelques semaines encore «mariage homosexuel» ou «mariage gay». Les journalistes ont adopté cette trouvaille comme un seul homme.

Très en forme, notre érudit a continué sur sa lancée. Cultivant la finesse sémantique et la subtilité philosophique (l'école grecque, sans doute), il a ajouté: «on va avoir un pays d'homos; il n'y a plus de renouvellement de la population; dans dix ans, il n'y a plus personne.»

Il est curieux, au demeurant, d'observer les changements de postures des principaux responsables de la droite sur ce sujet en quelques semaines. Durant la campagne électorale, inspirés par les sondages qui assuraient qu'une large majorité des Français était acquise à l'idée du mariage homosexuel, ils affichaient tolérance et ouverture d'esprit. Sitôt renvoyés dans l'opposition, inspirés par la course à la présidence de l'UMP et le lobbying intensif de certains mouvements ultraconservateurs, ils dénoncent la fin de la famille, la démolition du code civil dans lequel on n'écrira plus «père» et «mère», mais «parent 1» et «parent 2», et le traumatisme irréversible des enfants élevés sans référents des deux sexes. Et ils se gargarisent d'une locution qu'ils répètent à longueur d'interview: «LA famille».

Toute l'imposture de leur raisonnement tient dans cet abus de l'article défini. Comme s'il s'agissait d'une évidence. Comme si la cellule familiale était un bloc monolithique éternel et invariant, une constante aussi infrangible que la constante de Planck ou la vitesse de la lumière. Or il suffit d'ouvrir un livre d'ethnologie ou d'anthropologie pour voir que les relations amoureuses et la procréation y ont pris d'un lieu à un autre, d'une époque à une autre, des formes très variées, et ont occupé une place très variable dans l'organisation sociale. La cellule familiale papa-maman-deux enfants étant le cocon dans lequel ils ont grandi, ils sont incapables d'envisager que des enfants puissent grandir et s'épanouir dans un autre contexte. Ah, qu'il est difficile et dérangeant de penser contre soi-même! Ils parlent de LA famille comme ils parleraient de LA vérité, pour mieux se l'approprier, et dénoncer implicitement ceux qui accompagnent les évolutions de la société comme des irresponsables ou des pervers qui ne songent qu'à briser le lien social. Hors du fixisme point de salut. Cachez ces mutations que je ne saurais voir.

On entendait exactement le même type de discours il y a quarante ou cinquante ans, lorsqu'il s'est agi de légaliser le divorce par consentement mutuel, la contraception ou l'interruption volontaire de grossesse. Et la société, cette idiote, ne s'est pas effondrée. Et les citoyens, ces idiots, n'ont jamais tant chéri leur famille, fût-elle recomposée. C'est à n'y rien comprendre.

Qui a grandi dans les années 60-70, a connu une époque où le mariage était regardé comme une vieille lune bourgeoise destinée à s'étioler puis dépérir à la faveur du renouvellement des générations. Aujourd'hui, un nouveau croissant de lune fait éclore des rêves de miel.

Hier, les mouvements homosexuels revendiquaient haut et fort le droit à la différence. Les voici à présent saisis par des envies d'indifférence, aspirant à se fondre dans la normalité familiale traditionnelle, oubliant presque que la nature a prévu l'intervention conjointe d'un homme et d'une femme dans la procréation. Comme ce détail les chiffonne, ils sollicitent la science et ses éprouvettes pour corriger les carences de la nature. Dans la foulée du droit à la retraite, du droit à la santé ou du droit au logement est ainsi apparu un étrange objet intellectuel, le droit à l'enfant. L'enfant est devenu un bien de

consommation affectif que deux êtres qui s'aiment d'amour tendre doivent pouvoir se procurer dans n'importe quel supermarché hospitalier. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet. Je n'y reviens pas.

Prenons un peu de recul. Nous manions aujourd'hui des concepts, mariage homosexuel, homoparentalité, qui étaient totalement absents du vocabulaire il y a cinquante ans. A cette époque, où Georges Brassens se faisait applaudir en chantant des diatribes anti-tapettes, l'idée même que deux êtres de même sexe vivant en couple puissent avoir l'idée d'officialiser leur union devant M. (ou Mme) le Maire ne serait venue à personne, pas même à ceux qui auraient pu être concernés. Que deux personnes de même sexe puissent vivre sous le même toit était déjà toute une affaire.

Puis, promu par diverses associations, le mot «homoparentalité» est apparu dans des revues de sociologie confidentielles avant de diffuser dans la société par médias interposés. Des milliers, peut-être des dizaines de milliers de couples homosexuels élevant les enfants procréés par l'un des conjoints dans une vie antérieure, ou adoptés par l'autre en se faisant passer pour célibataire sont ainsi apparus au grand jour. Des études socio-psychologiques aux fondements scientifiques flous et aux présupposés complaisants, nous assurent que les enfants élevés dans un contexte homosexuel grandissent dans les mêmes conditions que des enfants élevés dans un contexte hétérosexuel ou monoparental. On ne demande pas mieux que de les croire, ce qui n'interdit pas de s'interroger sur le caractère scientifique de ces études. La science exacte n'existe pas dans ce domaine et les tentations de manipulation sont difficilement résistibles.

Livrons-nous maintenant à un petit jeu de politique-fiction. Il doit se trouver, ici ou là, des adultes vivant à trois et s'en trouvant très bien. Il se peut qu'une progéniture accompagne certains de ces trinômes qui composent vaille que vaille avec le code civil. Ils sont aujourd'hui totalement ignorés des associations, des médias et des politiques. Ils ne s'en portent peut-être pas plus mal. Verra-t-on un jour surgir le concept de «triparentalité»? L'idée peut faire sourire. Comme aurait fait sourire quelqu'un qui, il y a trente ans, aurait hasardé le mot «homoparentalité» dans un dîner en ville. Puis un ménage à trois irait devant le tribunal administratif pour dénoncer la discrimination scandaleuse par laquelle le législateur a réservé le mariage à deux individus, pas

un de plus. Et de dénoncer cette loi scélérate devant le Conseil d'Etat ou d'introduire une question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil Constitutionnel. Des élus s'empareraient de l'affaire et notre concept rebondirait de plateau de télévision en article de journal, de blog en manifestation.

La machine à produire du débat serait lancée, seule la loi pourrait l'arrêter. Le concept de triparentalité prendrait corps à force d'être trituré dans tous les sens, et *Jules et Jim* deviendrait la clef de voûte des études «tri» qui prendront place à côté des études gay et lesbiennes dans les rayons de toutes les bibliothèques universitaires dignes de ce nom. Petit à petit, la banalisation de l'objet s'installerait dans les esprits.

Et Mgr. Barbarin fera figure de visionnaire.

Jeudi 8 novembre 2012

C'est encore loin l'Amérique?

C'est une banalité que de dire que le XX^e siècle a été dominé par les Etats-Unis d'Amérique. Il n'est pas beaucoup plus original d'observer que cette suprématie touche à sa fin.

Au XIX^e siècle les Etats-Unis étaient coupés en deux, au nord des Etats républicains anti-esclavagistes et progressistes, au sud des Etats démocrates, esclavagistes et conservateurs. C'est peu de dire que les lignes ont beaucoup bougé entre les deux partis, puisque leurs positions se sont radicalement inversées. Du coup, la carte des Etats-Unis est aujourd'hui divisée en trois, avec une large plaine centrale s'étendant des Rocheuses aux Appalaches, conservatrice et républicaine, s'intéressant peu aux affaires du monde et deux franges côtières (la frange atlantique remontant jusqu'aux Grands Lacs), progressistes, démocrates et ouvertes sur le monde.

Ce qui est beaucoup plus frappant, c'est que les deux partis ne parlent pas aux mêmes citoyens. L'électeur républicain, c'est le WASP (*white, anglo-saxon, protestant*), plutôt un homme, vieillissant, jouissant d'une situation professionnelle confortable et assis sur un compte en banque moelleux. Bon chrétien, il ne s'adonnera pas au péché de Sodome. L'électeur démocrate (souvent une électrice) est plus jeune,

plus bronzé (90% des noirs votent Obama, 70% des latinos ou des asiatiques), moins fortuné mais plus solidaire de ses semblables. Le parti démocrate est devenu le parti de toutes les minorités, 90% des homosexuels votent pour lui.

Les propos de Mitt Romney stigmatisant ces 47% de l'électorat qui s'apprêtaient à voter Obama dans lesquels il était incapable de voir autre chose que des assistés, illustre ce clivage jusqu'à la caricature.

Barack Obama est le président qui aura vu les bébés blancs devenir minoritaires dans les maternités. Pour la première fois, en 2011, les bébés de type européen représentaient moins de 50% des naissances. Il sera peut-être le président qui verra la Chine devenir la première puissance économique du monde. Autant de changements profonds qui affecteront le regard que les Américains portent sur eux-mêmes (plusieurs pays d'Europe, dont la France, ont vécu des remises en causes aussi sérieuses au moment de la décolonisation).

Regardons ce que le cinéma américain a produit depuis un siècle. C'est frappant. Il ne s'est jamais penché sur son passé en amont de la conquête de l'Ouest, âge d'or du colon européen triomphant contre vents et marées de toutes les embûches, froid, faim, soif, maladie, nuages de sauterelles. Avant? Il n'y avait rien. Quelques Indiens. Des païens. Autant dire rien. Je n'ai trouvé qu'une exception (mais peut-être certaines productions n'ont-elles pas traversé l'Atlantique ou m'ont-elles échappé): un dessin animé, *Pocahontas*. La belle Indienne doit sans doute son rachat à sa conversion au christianisme et à son mariage avec un Anglais. Cette allégeance à la culture blanche lui vaut la reconnaissance éternelle du colonisateur. A Pocahontas, les studios Disney reconnaissants.

Verra-t-on un jour un film américain s'intéresser à l'Amérique d'avant, avant l'arrivée des Européens?

Vendredi 9 novembre 2012

Une goutte d'eau dans la mer

Ah, ce rapport Gallois! On l'avait enterré avant même qu'il soit publié, à coup de petites phrases assassines. Puis finalement, non, il y a

du bon dans ce rapport, et même du très bon, inspirons-nous en séance tenante.

Certes, là où le rapport suggère quelques demi-mesures, on n'a retenu que des quarts de mesures. Mais c'est déjà quelque chose. Cependant, il y a toujours des mots qui fâchent: «TVA sociale» est définitivement imprononçable. Donc la TVA augmentera, sans s'appeler sociale, juste pour colmater les déficits. La rationalisation des taux de TVA qui est avancée, 5, 10 et 20%, n'est pas une mauvaise chose en elle-même... à condition de redonner aux salariés le pouvoir d'achat qu'on leur prend d'une main, par exemple en réduisant leur part de cotisations sociales. Mais là, ça coince encore. La «révolution copernicienne» annoncée par Pierre Moscovici tarde à avancer.

On perçoit ces jours-ci les premiers craquements du glacié idéologique qui nous empêchait de remettre à plat le financement de la protection sociale. Une idée s'impose lentement mais sûrement: les entreprises françaises ne sont pas assez compétitives, raison pour laquelle elles perdent des parts de marché dans la compétition internationale. Il n'est jamais trop tard pour ouvrir les yeux. Encore n'ouvre-t-on pour le moment que la moitié d'un œil. Les réveils sont difficiles. On n'abordera donc pas le problème de la parité monétaire. Dommage. Cela aurait donné une nouvelle perspective aux problèmes de déficit et de dette. Ce sera pour une autre fois. Peut-être.

Donc, on s'attaque au coût du travail. Mais avec des pincettes et une parcimonie qui ne sont pas de saison. On s'interdit donc de toucher aux cotisations sociales pour ne pas avoir à remettre en cause la gestion paritaire des fonds colossaux qui sont récoltés, gestion sur laquelle les syndicats veulent garder la haute main. Et on ne veut pas fâcher les syndicats. On biaise, donc. On repense l'impôt sur les sociétés, on le flanque d'un crédit d'impôt qui sent l'usine à gaz, et qui ne produira pas le choc de compétitivité dont nos entreprises ont besoin. Choc de compétitivité. Aïe, j'ai écrit le mot qu'il ne fallait pas écrire.

Donc la loi française va continuer à organiser la compétition entre les entreprises qui fabriquent en France et celles qui fabriquent à l'étranger en faveur des secondes. Il ne sera pas touché aux cotisations sociales, il ne sera pas créé de solidaritaxe, et la spirale de la délocalisation ne sera pas inversée. Les cotisations sociales sont toujours au centre de notre système. On attend encore Copernic.

Autre proposition de M. Gallois: relancer la recherche sur les gaz de schiste. On assiste d'ailleurs ces jours-ci à une formidable opération de lobbying autour de cette question. Pétroliers en tête, on nous explique que la France est un nouvel émirat qui dort sur des réserves de gaz considérables, qu'il suffirait de faire quelques petits trous de rien du tout dans l'écorce terrestre pour faire remonter ce pactole, que ce serait là un ressort de croissance providentiel et que nous sommes bien idiots de le laisser dormir.

Ceux qui raisonnent ainsi sont encore au XX^e siècle, au temps de la surexploitation, quand on se croyait autorisé à dilapider dans l'atmosphère en quelques décennies (soit une milliseconde à l'échelle des temps géologiques) ce que la nature avait mis des millions d'années à enfouir dans le sol. Et tant pis si les ours blancs n'ont bientôt plus le moindre glaçon pour poser leur pattes. Il rejoindront le dodo de l'île Maurice dans la poubelle des détritiques de notre irresponsabilité. Réveillez-vous! Nous avons changé de siècle. Nos outrances passées nous ont mené au pied du mur, voici venu le temps de l'optimisation des ressources. C'est dans cette direction qu'il faut chercher, non pas des relais de croissance, mais un nouvel équilibre économique.

Samedi 10 novembre 2012

L'âge ingrat

Force Ouvrière a remporté, fin octobre, une victoire judiciaire, en faisant condamner Bricorama à 20 millions d'euros de dommages et intérêts pour travail illégal le dimanche, au motif que les magasins de cette enseigne sont implantés en dehors des Périmètres d'Usage de Consommation Exceptionnel, ces concentrés d'imbécilité technocratique que l'on crée lorsqu'on constate qu'une loi est inapplicable afin d'en réduire la portée tout en générant de nouveaux capharnaüms. Ainsi, les concurrents de Bricorama, opportunément implantés dans ces fameux PUCE, peuvent-ils ouvrir librement le dimanche.

Les salariés de Bricorama auraient dû applaudir cette victoire de leur syndicat qui n'a pas ménagé sa peine pour faire plier le méchant

exploiteur. Eh bien non. Les salariés, ces ingrats, sont allés manifester leur mécontentement devant le siège de FO. Car ils n'étaient nullement fâchés de recevoir une triple paye le dimanche, et ne demandaient qu'à continuer à se faire exploiter de la sorte.

Ah, donnez-vous du mal pour défendre la veuve et l'orphelin, voilà comment vous serez récompensé!

Dimanche 11 novembre 2012

Le charme discret de la bourgeoisie

Il y a quarante ans, les rues de Pékin étaient encombrées de vélos. Aujourd'hui, les rares bicyclettes peinent à se frayer un passage entre les carrosseries rutilantes.

Le régime dit communiste a accouché de tout ce qu'il entendait détruire, une bourgeoisie qui multiplie les signes extérieurs de richesse, une économie entièrement guidée par l'esprit de lucre, un exode rural phénoménal et des villes champignons où le prix du mètre carré s'envole, et un parti de mandarins gangrené par la corruption. La fortune du premier ministre sortant, Wen Jiabao, est estimée à deux milliards de dollars... planqués à l'étranger. Et quatre des sept membres du comité central fraîchement renouvelé sont des fils d'anciens dignitaires. A quand le retour d'un empire héréditaire?

Lundi 12 novembre 2012

Vive l'empereur

N'est-il pas beau? Avec sa coiffure romaine taillée au millimètre, son regard droit scrutant un horizon lointain (2022), les masséters crispés pour se donner l'air martial (les masséters sont les muscles des maxillaires), le menton césarien. Mettez-lui une toge, il sera parfait dans un péplum.

Pour le voir, ce n'est pas difficile, il suffit d'allumer la télé; Manuel Valls y est tous les jours, répétant «fermeté, fermeté, fermeté» à lon-

gueur de discours et d'interview dont il est aussi peu avare que Nicolas Sarkozy dix ans plus tôt, dans le même fauteuil. Remake.

Hollywood a Terminator, nous avons mieux: Imperator.

Mercredi 14 novembre 2012

In memoriam

Le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers est enterré. Le président a publié son faire-part de décès en conférence de presse hier. Imperator savoure sa victoire en silence.

Vendredi 16 novembre 2012

Les mots pour le dire

«La mafia est à l'œuvre en Corse» a dit Jean-Marc Ayrault à propos de l'assassinat du président de la Chambre de commerce et d'industrie de Corse-du-Sud, dix-septième exécution sommaire depuis le début de l'année en Corse.

«Mafia». Le mot est enfin lâché. Il est heureux de voir un premier ministre appeler (enfin!) un chat un chat, et ne plus se laisser leurrer par la feuille de vigne nationaliste dont les racketteurs locaux avaient pris l'habitude de se parer et qui leur a si longtemps servi de sésame pour obtenir des passe-droits et des rançons maquillées en subventions.

Nommer un problème signifie qu'on accepte de le poser. C'est le premier pas à accomplir en direction d'une solution.

Depuis des temps immémoriaux, la Corse est en effet le théâtre d'une guerre des gangs qui a tant et si bien imprégné la société entière qu'on ne sait plus très bien aujourd'hui où passe la frontière entre mouvements nationalistes, partis politiques, syndicats, clans et gangs. Souvenons-nous comment les personnels de la Société Nationale Corse Méditerranée ont confondu des années durant leur entreprise avec un supermarché où ils prélevaient tout ce qui les tentaient sans passer

à la caisse. Le coulage, dénoncé par la Cour de Comptes, a précipité l'entreprise dans un gouffre.

Il serait bon que les femmes prennent le pouvoir en Corse, ces femmes qui ont si admirablement manifesté nombreuses leur colère dans les rues d'Ajaccio après l'assassinat du préfet Erignac. Elles feraient bien de renvoyer à la maison à coups de rouleaux à pâtisserie les quelques centaines de machos qui jouent du flingue au coin des rues.

Samedi 17 novembre 2012

Elephant blanc

Il faut aller boulevard Ney, à Paris, pour voir ce spectacle surréaliste: des voies ferrées, inutilisées, envahies par les herbes folles, un grillage et, de l'autre côté de ce grillage, des ouvriers s'affairant à poser des voies toutes neuves sur la chaussée pour le futur tramway. Alors que la ville de Paris dispose d'un train de ceinture pouvant circuler en site propre, sans interférer avec la circulation automobile, avec ses gares (vingt-cinq, si je compte bien) et des interconnexions avec toutes les grandes gares parisiennes, la ville et la région laissent rouiller ce patrimoine depuis des lustres, trouvant plus intéressant d'envoyer tous les banlieusards congestionner le cœur de Paris.

Mais le tramway «c'est tendance», donc Paris veut son tramway. Et d'ouvrir le robinet des crédits à gros débit pour satisfaire cette lubie. Rappelons qu'il y a un siècle, la ville de Paris était reliée à la banlieue par tout un réseau de lignes de tramway qu'on a démoli à grand frais (déjà!) à la fin des années 30 pour les remplacer par des lignes d'autobus. Rendons cette justice à Bertrand Delanoë, il n'a rien inventé. Qui sait? Peut-être redépensera-t-on un petit paquet de milliards pour reconstruire ces lignes dans quelques années... Gouverner c'est prévoir, dit-on. On avait aussi une grande ceinture, on s'avise enfin de la remettre en service par tranches, après trois quarts de siècle de sommeil.

En attendant, des ouvriers construisent un tramway de ceinture à quelques mètres du train de ceinture. Faut-il rire? Faut-il pleurer? Ce spectacle a quelque chose de nord-coréen. Le plus extravagant, c'est que les Verts ont cosigné cette gabegie.

En Afrique, on appelle ce genre de chantier pharaonique, financé par les deniers des contribuables de l'ancienne puissance coloniale à dessein de flatter l'égo de tel ou tel président, un éléphant blanc. Quelques années après une inauguration en grande pompe, le monument est le plus souvent à l'abandon. Et puisque le Parti Socialiste est le parti des éléphants, Jean-Marc Ayrault ne veut pas être en reste, il veut son éléphant blanc. Ce sera Notre-Dames des Landes.

Résumons la situation. Nantes dispose d'un aéroport international, Nantes-Atlantique, à 7 kilomètres de son centre. Elle entend le fermer pour en ouvrir un autre à 20 kilomètres. Un autre. Non pas un de plus. Non, un autre. C'est vrai, quoi, c'est lassant d'aller toujours prendre l'avion dans le même aéroport. Il faut changer un peu de temps en temps. Donc Nantes-Atlantique sera fermé (que deviendront les ateliers Airbus? mystère) au profit d'un nouvel aéroport, tout beau, tout neuf. Qui a parlé de restrictions budgétaires et de rigueur dans la gestion des finances publiques?

Mais il y a toujours (ou presque) un mais. Les écologistes, qui faisaient la sieste lorsqu'a été voté le tramway parisien, sont sortis de leur torpeur. Aiguillonnés par un certain nombre de mouvements anarchistes, autonomes et divers gauchistes qui ont vu là une bonne occasion de se refaire une jeunesse en dénonçant la collusion entre le pouvoir et les forces du grand capital, ils crient au gâchis. Car gâchis il y a, c'est une évidence. Hier, photo de famille avec Eva Joly, José Bové, Yves Cochet, Noël Mamère et Jean-Vincent Placé rouvrant une maison expropriée et murée. Duflot s'est fait excuser. Un œil sur ses dossiers, l'autre sur la mairie de Paris, elle est la grande muette. Restée dans la capitale, elle compte les points. Aujourd'hui, grande manifestation avec tracteurs, fumigènes, Mélenchon, le grand jeu. Aujourd'hui, la maréchaussée, bonne fille, n'intervient pas. Les caméras sont là.

Car tous les jours, depuis des semaines, les gendarmes mobiles délogent les manifestants. Et le lendemain, les manifestants reviennent et remontent leurs campements. Eternel jeu du chat et de la souris. Parfois, les manifestants se lassent. Ici, ils ne se démontent pas; ils se sentent même un peu plus forts chaque jour. Et l'abcès de fixation est en train de cristalliser. Les nostalgiques du Larzac se sentent rajeunir de quarante ans.

La situation a atteint un point de non retour. C'est un bras de fer, il ne peut pas y avoir d'ex æquo. Il y aura un gagnant et un perdant.

La politique est un art subtil. Elle ne peut pas se résoudre à des équations mathématiques. Ce serait trop simple. A ce moment-là, l'arithmétique dirait: les socialistes ont la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, ils font ce qu'ils veulent. Sauf que les symboles comptent autant que les rapports de force primaires. Ainsi le Sénat, où le Parti Socialiste a besoin de l'appoint du Front de Gauche pour avoir la majorité, est devenu le théâtre d'une guérilla d'amendements et de questions préalables soulevés par le second pour faire plier le premier. Observons au passage que Jean-François Copé, qui ne cesse de répéter en boucle l'équation «Front de Gauche égale Front National», ne manque pas une occasion de joindre ses voix à celles de l'odieux Front de Gauche, pour embêter le gouvernement. Art subtil, disais-je.

Qui tranchera? Encore une fois celui qui, bon petit soldat, se garde de tout commentaire et se contente d'envoyer ses hommes rétablir l'ordre avec constance et loyauté envers son premier ministre, tout en veillant à ce que le maintien de l'ordre se fasse avec fermeté, fermeté, fermeté, mais sans taper. Il ne faut pas égratigner l'image du grand ministre. La situation se dénouera lorsqu'Imperator, après avoir attendu patiemment le moment propice, quand ses petits camarades seront épuisés mais pas trop pour être encore présentables sur la photo, laissera tomber son oracle, appellera à la concertation, offrira ses bons offices pour envoyer le projet d'«Ayraultport» aux oubliettes. Valls 1, Ayrault 0. C'est lassant ces matchs dont on connaît le résultat avant qu'ils aient commencé. D'autant que ça va faire 3. Le droit de vote des étrangers aux élections municipales est passé à la trappe, balayé d'un revers de main par Imperator. Il y eut aussi l'affaire des récépissés à dresser lors des contrôles d'identités, retoqués par le puissant ministre. Comme quoi le poids politique ne se réduit pas à l'épaisseur d'un portefeuille.

Revenons à l'aménagement du territoire. Peut-on, dans la région nantaise, faire un meilleur usage des deniers publics? Il suffit de déplier une carte de France des voies de communication pour constater une énormité: tout est tracé en toile d'araignée autour de la capitale. La France cultive le centralisme avec une outrance rarement égalée.

Comment rééquilibrer le territoire? En comblant les vides. Une liaison transversale Lyon-Limoges-Nantes avec une deuxième branche Lyon-Limoges-Bordeaux serait un vecteur majeur de décentralisation. La carte le montre avec évidence, mais une recherche Internet peut aider à se convaincre de la nécessité d'un tel équipement. Il suffit d'aller sur le site de la SNCF et de chercher un train pour faire le trajet Lyon-Bordeaux. Que propose le site? Il vous propose... de passer par Paris! Selon la SNCF, le chemin le plus court entre Lyon et Bordeaux passe par le métro parisien. Il est en effet plus rapide de prendre un premier TGV Lyon-Paris et de changer de gare à Paris pour prendre un second TGV Paris Bordeaux, que de prendre le tape-cul sympathique qui traverse le massif central et relie Lyon à Bordeaux en ligne presque directe, mais lente, lente, lente. La distance parcourue est multipliée par deux, la consommation d'énergie itou. Pur gâchis.

Autre test intéressant, toujours sur le site de la SNCF: chercher un train direct pour faire Lyon-Milan. Il n'y en n'a pas. Il faut prendre une correspondance par Genève ou Chambéry. C'est comme si, pour aller de Paris à Bruxelles, on n'avait d'autre choix que de changer à Amiens ou à Luxembourg. Deux métropoles européennes aussi importantes que Lyon et Milan ne sont pas reliées entre elles. Les élus lyonnais ne semblent pas s'inquiéter de cette autre énormité. Ils ont pris le pli depuis des générations de raisonner dans un axe nord-sud exclusif. Une liaison TGV transversale passant par Lyon permettrait, non seulement aux Lyonnais, mais également aux Suisses ou aux Italiens du nord d'aller vers la côte atlantique sans faire le détour par Paris. Et de développer l'agglomération lyonnaise pour contrebalancer le trop grand Paris (la mégalomanie sarkozyenne n'a rien arrangé). Un tel projet remplacerait avantageusement l'aéroport de Notre-Dame des Landes et offrirait à Jean-Marc Ayrault une porte de sortie honorable.

N'oublions pas qu'un des atouts de la France, qui fait que des entreprises étrangères choisissent de s'y implanter malgré les surcoûts que cela implique, ce sont nos infrastructures et nos services publics. Ne les laissons pas dépérir. Les négligences se payent sur deux générations.

Lundi 19 novembre 2012

Tragicomédie

—J’ai gagné!

—Non, c’est moi!

Des enfants dans une cour de récréation. Tel est le spectacle que donne le premier parti d’opposition aujourd’hui.

Quand la République organise un scrutin avec 45 millions d’électeurs, sitôt le dernier bureau de vote fermé, nous avons des estimations assez fiables du résultat. Quand le scrutin est vraiment serré, il faut attendre deux ou trois heures pour avoir une fourchette plus précise.

Pour choisir le président de l’UMP, il y a environ 200 000 électeurs concernés. Les électeurs votaient hier, et aujourd’hui à midi, nous ne savons toujours pas qui est le président de l’UMP. A cela s’ajoutent d’innombrables problèmes d’organisation, bureaux trop peu nombreux ou sous-dimensionnés, files d’attente interminables, parfois trois heures d’attente, de quoi décourager les électeurs les plus âgés (ceux de François Fillon?). A côté du bel ordonnancement des primaires socialistes, dont l’organisation avait même été saluée par les ténors de l’UMP, l’image est désastreuse. Comme quoi, il n’y a pas que Jean-Marc Ayrault qui pêche par amateurisme.

L’affaire était mal emmanchée dès le début. Des statuts archaïques destinés à éviter la formation de courants au sein de l’UMP, avaient au départ bridé arbitrairement le nombre de candidatures. Exit Nathalie Kosciusko-Morizet, Bruno Le Maire et quelques autres, recalés faute d’avoir recueilli le nombre de parrainages requis. Le débat n’y avait pas gagné. Il avait rapidement tourné à la querelle d’égos obsédés par la prochaine échéance présidentielle qui, tels des apprentis sorciers, jouaient avec le feu des marqueurs identitaires.

Voici donc le scénario catastrophe que les organisateurs du scrutin n’avaient pas envisagé dans leurs pires cauchemars. «C’est l’existence même de l’UMP qui est en cause» disait ce matin Alain Juppé. Au Front National, on regarde ce soap opéra avec gourmandise. On attend le prochain épisode. Suspense, suspense.

Mardi 20 novembre 2012

Fifty-fifty

Après plus de vingt-quatre heures d'un suspense très soutenable, hilarant au second degré, nous avons le résultat tant attendu: Copé a 98 voix de plus que Fillon. Autant dire qu'ils sont ex æquo, que le scrutin n'a rien tranché, et que la crise de nerf pourrait virer à la crise tout court, si l'on en juge par la mine déconfite du vaincu de peu qui parle de «fracture manifeste».

Mais il n'y a pas qu'une fracture. Il y a aussi une bascule. Dimanche, les électeurs encartés UMP n'étaient pas seulement appelés à choisir un homme, ils étaient également appelés à voter pour des courants. L'analyse des résultats est éloquente. Arrive ainsi en tête avec 28% des voix le courant de Geoffroy Didier et Guillaume Peltier (un ancien militant de l'UNI et du Front national de la jeunesse), «la Droite forte». Il détrône «la Droite sociale» de Laurent Wauquiez qui recueille tout de même 21,7% des voix. Suivent «la France moderne et humaniste» de Jean-Pierre Raffarin et Luc Chatel (18%), «Gaullistes en mouvement» de Michèle Alliot-Marie (12,3%), «la Droite populaire» de Thierry Mariani (10,8%) et «la Boîte à idées» de Maël de Calan, Matthieu Schlesinger, Pierre-Emmanuel Thiard et Enguerrand Delannoy (9,2%). Autrement dit, les courants réactionnaires totalisent environ 60% des suffrages, quand les courants humanistes en recueillent 40. Notons le score groupusculaire du courant gaulliste.

Quelles sont donc les idées de cette «Droite forte» qui émerge? Leur maître mot est la fierté: «nous sommes fiers d'être Français, nous sommes fiers d'être de droite, nous sommes fiers d'être sarkozystes». C'est clair. Rappelons ici l'étymologie du mot fier. Il vient du latin *ferus*, sauvage. Fier: «qui, par son attitude hautaine, ses manières distantes, montre qu'il se croit supérieur aux autres» précise le *petit Robert*. Pour eux, la France s'incarne dans ses racines chrétiennes et ils se disent «attachés au patriotisme, au mérite, au travail comme à l'effort», avant d'ajouter «nous souhaitons défendre les valeurs familiales». Patrie, travail, famille, tout y est. Dans le désordre, mais tout y est. Il est inutile de caricaturer leur programme, il se caricature tout seul. Ils l'affirment haut et fort: «nous souhaitons réhabiliter le travail». Trois lignes plus

loin, ils nous disent comment ils comptent s'y prendre: «baissons le coût du travail!»

Il est frappant de voir comment, en quelques années, le courant qui dominait la droite française depuis la Libération, le gaullisme, a été supplanté par ce néopétainisme. Et la bascule s'est opérée sous la présidence de Jacques Chirac, en 2002, avec la création de l'UMP qui a dilué les idées gaullistes dans le marigot UDF. Est apparu au grand jour une stratégie de conquête intellectuelle mise en œuvre dès les années 70. Cette stratégie est un grand classique de l'action politique, et est le levier favori des partis extrémistes (de droite comme de gauche): l'entrisme. Il s'agit d'occuper des postes-clés. Pas des postes de premier plan, ceux qui vous mettent en lumière et concentrent sur vous l'ire des opposants, non, des postes de second plan, où on peut agir loin des projecteurs, avancer ses idées et placer ses petits copains.

Le parti gaulliste étant congénitalement hostile à toute la mouvance qui regroupe les nostalgiques de Vichy et de l'Algérie française, les transfuges d'Occident ou d'Ordre Nouveau se sont attaqué au maillon faible de la droite, l'UDF. Y vantant les vertus de l'ultralibéralisme, ils s'y sont fait une place au soleil. Et, lorsque la fusion avec le RPR s'est opérée, profitant du magnétisme idéologique exercé par le Front National, ils ont appuyé à droite toutes. Et Sarkozy leur a ouvert un boulevard et distribué les meilleures postes.

J'entends de Gaulle se retourner dans sa tombe et Pétain rigoler doucement.

Mercredi 21 novembre 2012

L'arme au pied

Quelques centaines de rebelles armés du M23 s'emparent de la ville de Goma, à l'est de la République Démocratique du Congo, sous les yeux de milliers de soldats de la MONUSCO, dont on se demande à quoi ils servent. Ceci rappelle les sombres heures de Srebrenica. La région est convoitée depuis des lustres en raison de ses formidables ressources minières, au grand dam des populations civiles.

Le Rwanda apparaît une fois de plus comme un facteur d'instabilité régionale. En outre, ceci pose une fois de plus la question des missions des soldats de l'ONU auxquels on donne des armes, en leur interdisant de s'en servir. Cela a-t-il un sens?

Jeudi 22 novembre 2012

Petit Guignol

Qu'est-ce que j'apprends? Finalement, ce ne serait pas Gnafron qui aurait 98 voix d'avance sur Guignol, mais Guignol qui en aurait 26 sur Gnafron. L'instance comptable, à la solde de Gnafron, aurait «oublié» de totaliser les voix de Mayotte, de la Nouvelle Calédonie, et de Wallis et Futuna. Guignol qui, dans le passé, ne s'est jamais gêné pour rayer les chômeurs ultramarins des statistiques nationales, demande au gendarme de rétablir les vrais chiffres et de bastonner l'ignoble usurpateur comme il le mérite, devant la France entière. Las, le gendarme se fait prier, annonce qu'il ne sortira de sa réserve bordelaise pour venir jouer les bons offices à Paris que si Gnafron le lui demande explicitement. Or Gnafron refuse d'en démordre, c'est lui qui a gagné. Du coup, Guignol tempête et menace de le traîner devant le juge.

—Ça vous a plu, les enfants?

Vendredi 23 novembre 2012

Pharaon

Mohamed Morsi disposait du pouvoir législatif depuis la dissolution du parlement égyptien en juin dernier. Il gouverne depuis au moyen de déclarations constitutionnelles qui lui permettent de faire la pluie et le beau temps.

Il a choisi son moment pour étendre encore son autorité. Les médias internationaux ont les yeux tournés vers Gaza où vient de se dérouler une guerre des huit jours, suite à l'assassinat, le 14 novembre, du chef militaire du Hamas par un drone israélien filmé façon jeu vidéo

et diffusé à satiété par les télévisions du monde entier. Cet assassinat a entraîné une série de ripostes et contre-ripostes en cascade, villes israéliennes touchées par des tirs de missiles palestiniens, bombardements de représailles israéliens sur Gaza. Bilan: 163 morts palestiniens, 6 morts isaréliens. Les diplomates occidentaux ont salué l'intervention égyptienne dans l'établissement d'une trêve entre les belligérants, et peuvent difficilement faire volte-face pour critiquer sa politique intérieure.

C'est fort habilement que Mohamed Morsi a donc choisi ce moment pour prendre le contrôle du pouvoir judiciaire en limogeant le procureur général, remplacé aussitôt par un homme à lui. Des manifestations de protestation ont éclaté dans plusieurs villes d'Egypte, où les manifestants s'en sont pris aux locaux du Parti de la Liberté et de la Justice, émanation des Frères Musulmans.

L'Assemblée constituante, qui doit rendre ses travaux en février prochain, étant majoritairement islamiste, elle devrait accoucher d'un texte taillé sur mesure pour celui que les Egyptiens qualifient déjà de nouveau pharaon.

Qu'est-ce qu'un régime où le chef de l'état détermine tout seul l'étendue de ses pouvoirs? Quel *modus vivendi* existe-t-il entre les Frères Musulmans et l'armée pour que cette dernière laisse le président agir de la sorte? Est-ce cela que les manifestants de la place Tahrir ont voulu? Eux non, les électeurs, oui. Comme quoi, le peuple de la rue n'est pas toujours le même que le peuple des urnes.

Samedi 24 novembre 2012

Tueur en Syrie (suite)

Quarante mille morts. C'est le dernier bilan, approximatif, de la guerre d'Etat syrienne. Quarante mille. Quarante mille. Il faudrait l'écrire quarante mille fois.

Il y a quinze jours, à Doha, sous de fortes pressions internationales, l'opposition syrienne qui va des communistes jusqu'aux Frères Musulmans et s'était déjà réunie en 2005 autour de la déclaration de Damas, s'est à nouveau réunie. Pour remplacer le Conseil National Syrien où

la présence montante des islamistes défrisait les Occidentaux, elle a accouché d'une coalition toute neuve, sous l'œil attentif d'Eric Chevalier, ancien ambassadeur de France à Damas, qui connaît bien les principaux protagonistes de cette négociation, deux anciens compagnons de geôle, Riad Seif et Georges Sabra.

L'étirement extraordinaire du processus révolutionnaire à l'œuvre en Syrie encourt un danger qui pourrait grever son issue. Ce danger, c'est le conflit de légitimité. Lorsque le régime sera enfin tombé (les combats se rapprochent de Damas, espérons...), deux légitimités d'ordre différent apparaîtront en Syrie, la légitimité des armes et la légitimité des urnes. Les combattants qui auront affronté l'armée de Bachar El Assad et auront vu leurs frères d'armes tomber à côté d'eux, revendiqueront de ce fait une place d'honneur dans l'organigramme du nouveau régime. Cette revendication se heurtera à l'argument de ceux qui, exilés pour la plupart depuis des années, voire des décennies, ne voudront reconnaître que l'onction du suffrage universel. La lutte, pour être sourde et feutrée, n'en sera pas moins rude.

Dimanche 25 novembre 2012

Bloody sunday

Les couteaux sont tirés, Alain Juppé a jeté l'éponge, la lutte à mort est engagée. Etant de force égale, François Fillon et Jean-François Copé vont combattre jusqu'à l'épuisement. Car c'est bien ce qui les attend, l'épuisement. Aucun des deux ne peut sortir vainqueur de l'affrontement. Tous deux finiront sur le tapis, anéantis. Leurs beaux rêves élyséens sont d'ores et déjà évaporés. Deux candidats de moins.

Reste un parti exsangue où quelques personnalités prudentes, qui ont refusé de faire allégeance à l'un des deux champions, tel Bruno Le Maire, tenteront peut-être de sauver ce qui peut l'être. Mais les haines aiguës par une campagne âpre et cristallisées par un résultat inimaginable ne sont-elles pas irréconciliables?

Durant la campagne pour l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy se plaisait à se peindre en capitaine de vaisseau dans la tourmente. Tel le capitaine du Costa Concordia qui, à trop vouloir tutoyer la côte, a

précipité son navire sur un caillou, le capitaine Sarkozy, à force de flirter avec les écueils de l'identité nationale et de la paranoïa sécuritaire, a brisé la droite française sur le rocher de la démagogie. L'épave de l'UMP git aujourd'hui sur le flanc, et ce spectacle suscite la consternation générale.

UMP. Union pour un Mouvement Populaire. Elle fait du sur place, sa désunion éclate à la face du monde et elle confond depuis trop longtemps populaire et populiste. Les morceaux sont à ramasser. Les chacals s'astiquent les babines.

On ne dira jamais assez tout le tort que Nicolas Sarkozy, utilisant à mauvais escient un talent oratoire exceptionnel, aura fait à la société française.

Lundi 26 novembre 2012

Les décombres

UMP-PMU quelle différence? Aucune. Avec les deux, il y a photo pour désigner le vainqueur.

Il y a à l'UMP une Commission Nationale de Recours à laquelle on a affublé le charmant acronyme de CoNaRe. Les amis de François Fillon l'ont quittée hier, dénonçant une officine à la solde de Jean-François Copé. Très logiquement, elle a désigné celui-ci vainqueur avec maintenant 952 voix d'avance, après recomptage, charcutage et tripatouillage.

Chacun campe sur ses positions. Fillon envoie les huissiers au siège de l'UMP, tandis que Copé fait du juridisme intégriste, répétant inlassablement les statuts, tous les statuts, rien que les statuts. Or, si on veut vraiment faire du juridisme, on est bien obligé de constater deux choses. D'abord qu'il y a une quinzaine de fédérations où le scrutin a été organisé en dépit du bon sens, avec des listes d'émargement qui ne correspondent pas au nombre de votants officiellement comptabilisés entre autres bavures. Ensuite que le litige porte sur un nombre de bulletins suffisant pour faire basculer le résultat. Face à un tel constat, la conclusion juridique s'impose, il faut refaire l'élection, ce qu'un juge finira par trancher, si les protagonistes sont assez butés pour ne pas en convenir eux-mêmes.

Que l'on aille vers un bras de fer interminable ou une nouvelle élection dans un délai raisonnable, une chose est sûre, Copé et Fillon sont politiquement morts. Le spectacle qu'ils donnent depuis huit jours à la France entière est affligeant, au-delà de tout ce que l'on peut attendre d'hommes politiques qui ont exercé ou prétendent exercer des responsabilités de premier plan.

Un nouveau processus électoral soulève bien des interrogations. S'il s'agit de rejouer le match Copé-Fillon à guichets fermés, on risque d'assister à un étalement de haine à tous les étages qui risque d'embraser la maison entière. Il serait impératif d'ouvrir le scrutin à ceux qui se sont vus recaler faute d'avoir réuni le nombre requis de parrainages. On aurait alors, peut-être, qui sait? un vrai débat d'idées...

Mardi 27 novembre 2012

Calendes grecques (suite)

Hier soir, à Bruxelles, l'Eurogroupe s'est réuni pour se pencher, une fois de plus, sur la dette grecque. A l'issue de la réunion a été publié un communiqué triomphaliste nous expliquant que cette fois-ci, ça y était, grâce à 40 milliards d'euros d'allègements, la dette grecque serait ramenée à 124% du PIB en 2020.

C'est étrange. En octobre 2011, un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens nous annonçait sur le même ton triomphant que la dette grecque était ramenée à 120% du PIB à l'horizon 2020. Soit un meilleur résultat avec 40 milliards de moins...

Je me demande parfois si on ne nous prend pas pour des andouilles.

Mercredi 28 novembre 2012

Croupion

RUMP, Rassemblement UMP. C'est le nom du groupe formé à l'Assemblée Nationale par les amis de M. Fillon. Ils sont une cinquantaine. Aucun ne doit parler anglais, sinon ils se seraient avisés que, dans

la langue de Shakespeare, *rump* désigne le croupion.

L'UMP sauce Fillon n'est plus qu'un parti croupion. Nicolas Sarkozy avait engraisé cette volaille en la gavant de discours martiaux et de promesses enrichissantes avant de la désosser à force de tirer sur son aile droite. On nous dit qu'il jouerait les médiateurs en coulisse. Sa dernière trouvaille serait un référendum consistant à demander aux militants UMP de voter pour dire... s'ils veulent voter à nouveau pour se choisir un président. Cette élucubration semble devoir faire long feu.

Pathétique.

Jeudi 29 novembre 2012

Résolution

Une résolution est une décision prise par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale des Nations Unies.

La résolution est aussi un trait de caractère, celui d'une personne qui se donne un objectif et le poursuit avec constance et détermination sans faiblir, ralentir ou vaciller.

Mahmoud Abbas est un homme résolu. A force de ténacité, il a remporté aujourd'hui une victoire historique devant l'Assemblée générale de l'ONU qui a fait de la Palestine un Etat. Certes un Etat de deuxième classe, encore privé du droit de vote, mais un Etat tout de même, c'est-à-dire un sujet de droit international officiellement reconnu.

N'en déplaie aux sceptiques, cela va tout changer, car un Etat cela signifie un territoire et une souveraineté que le gouvernement palestinien pourra faire valoir devant la justice internationale. A défaut d'égaliser Israël en puissance militaire, la Palestine pourra parler avec son voisin sur un pied d'égalité et non plus de vassal à suzerain. Aujourd'hui la Palestine existe. Demain se posera la question des personnes qui, résidant sur son sol, n'en auront pas pris la nationalité. Quel sera le statut juridique des colons et des colonies? La reconnaissance que la Palestine n'a pas réussi à obtenir par la force, elle commence à l'obtenir par le droit. C'est infiniment préférable. On attend qu'un tribunal international établisse les frontières de cet Etat. Cela prendra encore long-

temps. Mais la voie est tracée et un premier pas, celui qui coûte, a été franchi.

Vendredi 30 novembre 2012

Diligence

Sans doute pressé de bien faire, le président égyptien Mohamed Morsi, qui avait déjà pris un décret la semaine dernière pour capter le pouvoir judiciaire, a demandé à l'Assemblée constituante d'ouvrir ses débats autour d'une nouvelle Constitution hier, sans attendre janvier, terme initialement prévu. Celle-ci a pu travailler d'autant plus vite que les femmes et l'opposition l'ont quittée pour protester contre le verrouillage des débats par les islamistes, lesquels ont pu pondre un texte religieusement correct en s'épargnant des débats contradictoires interminables.

Cette Assemblée a exaucé les vœux du président et fait diligence, tant et si bien qu'elle a bouclé l'examen des 234 articles du texte en 19 heures, soit moins de cinq minutes par article. Cette séance méritera sans doute d'entrer dans le livre Guinness des records. Et on se plaint parfois des lenteurs des pouvoirs publics.

Le texte adopté au pas de course réaffirme que les principes de la charia restent la source principale du droit. Et tant pis pour les coptes ou les laïques. Comme aurait dit André Laignel, ils ont juridiquement tort car ils sont politiquement minoritaires. L'armée conserve un pouvoir discrétionnaire puisque les tribunaux militaires auront la possibilité de juger des civils «en cas de crise de nature à nuire aux forces armées», formule vague qui ouvre la porte à tous les procès en sorcellerie. C'est une véritable épée de Damoclès au-dessus des opposants qui souhaiteraient manifester publiquement leur désaccord.

Egyptiens, encore un effort pour être révolutionnaires.

Samedi 1^{er} décembre 2012

Le cocu magnifique

Il porte les paquets de croissants comme Bernard Kouchner porte les sacs de riz. L'image restera.

Arnaud Montebourg a vécu une folle semaine. Consacrant tout son temps et toute son énergie au problème de l'aciérie de Florange, faisant des pieds et des mains pour trouver un repreneur et éviter la fermeture de l'usine, annonçant mercredi, à l'Assemblée, qu'il avait trouvé un repreneur prêt à mettre 400 millions d'euros sur la table, multipliant les navettes avec le site, rencontrant les ouvriers, parlant avec les syndicalistes, leur apportant les fameux croissants (Copé a ses pains au chocolat, Montebourg ses croissants, chacun ses viennoiseries), il est allé jusqu'à brandir la menace d'une nationalisation (temporaire) du site, cependant que les grandes manœuvres se déroulaient dans son dos.

Car Lakshmi Mittal est un homme puissant. Il ne se commet pas avec les serviteurs. Il traite avec le président, et personne d'autre. François Hollande, qui avait vilipendé la finance internationale dans son discours du Bourget, fait maintenant risette aux patrons. En août, il a envoyé pas moins de dix ministres à l'université d'été du Medef. Ce n'est plus du dialogue, c'est de l'allégeance. Par deux fois il a donc reçu Lakshmi Mittal à l'Élysée. Qui a dicté ses conditions à l'autre? Le plus puissant des deux, assurément.

On nous dit que M. Mittal a promis d'investir 180 millions d'euros sur le site de Florange dans les cinq prochaines années. En attendant, il a obtenu de conserver son aciérie. Il a en outre obtenu d'éteindre les deux cheminées qui étaient maintenues allumées à grand frais depuis des mois, alors que toute production d'acier avait cessé, un refroidissement des cheminées mettant en péril les briques réfractaires qui les constituent. En clair, la partie du site dédiée à la filière chaude, les hauts fourneaux, est en sommeil, un sommeil dont tout porte à croire qu'il sera définitif. C'est exactement ce que voulait M. Mittal. L'autre partie du site, la filière froide, laminage et transformation de l'acier, rentable, pourra être conservée et modernisée. Plus tard. Quand M. Mittal le décidera.

Ce n'est pas une couleuvre qu'a dû avaler Arnaud Montebourg, c'est un boa. Il n'est pas dupe. Il sait que Lakshmi Mittal n'a jamais tenu

une seule promesse. Il sait que personne ne verra jamais la couleur des 180 millions annoncés. Il sait qu'il a été instrumentalisé. Lui, le chantre de la démondialisation s'est vu transformé en dispensateur d'onguent sur les plaies de la mondialisation, dans le cadre d'une politique social-démocrate clairement assumée. Mais il ne peut le reconnaître publiquement sans se déconsidérer. Servitude et misère ministérielles.

Finalement, n'est-ce pas ce qu'on attendait de lui? Qu'en bon petit soldat il amadoue la plèbe tandis que les décisions sérieuses et douloureuses se traitaient en haut lieu? C'est ce qu'il a fait. Comme il avait tout de même quelques problèmes de digestion, il a demandé à rencontrer François Hollande ce matin. Au menu: la démission d'Arnaud Montebourg. Démission refusée. Il peut encore servir.

Le plus extraordinaire de l'affaire est que les salariés ne semblent pas lui tenir rigueur de s'être prêté à ce jeu de dupes. Ils le trouvent toujours sympathique. Dites-le avec des croissants...

Dimanche 2 décembre 2012

On n'arrête pas le progrès

Mohamed Morsi avait inventé la Constitution à grande vitesse, voici maintenant le référendum express. Les Egyptiens sont appelés à approuver leur nouvelle constitution le 15 décembre. C'est vrai, pourquoi s'encombrer de longues campagnes électorales? L'opposition appréciera sûrement cette célérité.

Mardi 4 décembre 2012

Atomes crochus

A l'origine du projet, le coût total de l'EPR de Flamanville était évalué à 3,3 milliards d'euros. Puis, d'incident de chantier en vice de conception, de faille de sécurité en défaut de fabrication, le chantier s'allonge et l'ardoise se plombe. Le fleuron de la technologie française, qui aurait dû être inauguré cette année, ne le sera, au mieux, qu'en